

Bulletin d'information

03 – 10 aout 2009

Points saillants

- Capture de 5 officiers, rebelles de la LRA
- Visite de l'Ambassadeur de France à Paoua
- Lancement du programme DDR à Paoua
- Evaluation des besoins pour les soins néonataux

Contexte et sécurité

Capture de 5 officiers, rebelles de la LRA

Le mercredi 5 aout, l'Armée ougandaise basée à Obo (dans la préfecture du Haut Mbomou à l'extrême Est du pays) a capturé 5 officiers de la Lord's Resistance Army (LRA) après des affrontements dans la localité de Gouberé (5 Km de la ville de Obo) selon les autorités locales.

Les mêmes sources ont affirmé que certains villageois de Gouberé ont rapidement prévenu l'Armée ougandaise après que leur village eu été attaqué par la LRA.

Les officiers capturés (dont un capitaine) devraient être transférés à Kampala par l'Armée ougandaise ont précisé les autorités locales.

Le nombre de réfugiés congolais de la RDC se trouvant maintenant sur le territoire centrafricain avoisine les 1.500 répartis dans les deux villes de Obo et Mboki (75 Km de Obo).

Actualités

Visite de l'Ambassadeur de France à Paoua

Sur invitation du *Programme Alimentaire Mondiale* (PAM), l'Ambassadeur de France M. Jean-Pierre Vidon a effectué une visite de travail le lundi 10 aout dans la sous-préfecture de Paoua (500 Km au Nord-ouest du pays).

Durant sa visite à Paoua, l'Ambassadeur a assisté à la distribution des vivres sur le site de Békila 2 dans la commune de Nana-Barya (20 Km de Paoua) en faveur des personnes déplacées qui se sont réfugiés dans la brousse.

Lors de cette distribution, 1.782 bénéficiaires de 6 villages ont reçu 29 tonnes de vivres composés de la farine de maïs, du sel, du haricot, du CSB et l'huile.

Selon M. Vidon, l'objectif de sa visite était de réaffirmer la solidarité de son pays envers les populations de la Centrafrique en détresse. Il a évoqué les différents appuis financiers alloués depuis

2007 aux organisations humanitaires (PAM, FAO, ONGs Solidarités, ACTED, Première Urgence, ...) pour soulager les populations affectées par les conflits et catastrophes. Selon l'Ambassadeur, ces appuis contribuent à relancer le développement, améliorer les réseaux secondaires de communication, encourager l'éducation des enfants. C'est dans cette optique que son pays a accordé au 1^{er} semestre 2009 un don de 295 millions de FCFA (US\$650,000) au PAM pour faire face aux situations d'urgence.



«Remise d'aide à la bénéficiaire par l'Ambassadeur »

Dans leur mots d'accueil à l'Ambassadeur, le sous-préfet et le délégué des déplacées ont exprimé leur reconnaissance à l'endroit de tous les intervenants et ont souligné que "beaucoup reste à faire " pour les aider au retour dans leur village et à l'accès aux services sociaux de base.

Pour plus d'informations : Sylvestre Ndayirukiye, (236) 72 79 18 24, ndayirukiye@un.org

Insertion sociale pour plus de 300 filles libres

La Ministre des Affaires Sociales, Mme Bernadette Sayo a procédé au lancement du projet de formation et de réinsertion des filles libres de la ville de Bangui le vendredi 7 aout. Etaient présents, le Ministre de l'Education Nationale, M. Ambroise Zawa et la présidente de l'Association des Femmes Educatrice de Centrafrique (AFEDEC), Mme Dorothee Malénzapa.

Selon M. Zawa, ce projet vise non seulement à assurer une formation professionnelle à plus de 300 filles libres mais également à identifier celles qui sont à l'étranger afin de les ramener au pays. Toujours selon lui, à travers ce projet, ces filles libres auront une qualification dans les domaines du marketing, de la communication et des relations publiques, de l'accueil, de la couture et de l'hôtellerie.

Comme action en faveur des filles, à l'approche des échéances du Baccalauréat et du BEPC, l'AFEDEC avait organisé une formation de remise à niveau à 210 filles vivant dans la précarité des classes de

Terminale et de 3^{ème} de la ville de Bangui. Cette formation leur a permis d'avoir un meilleur résultat lors de ces examens. Elle a aussi organisé un concours pendant lequel plus de deux cent filles ont exprimé leurs points de vue et attentes vis-à-vis du gouvernement et de la société civile pour contribuer à leur bien être.

L'AFEDEC est en recherche de financement pour soutenir une des orphelines qui a obtenu son baccalauréat C avec mention et qui souhaite faire la médecine. Elle cherche aussi un financement pour créer un centre d'accueil pour les filles déscolarisées de la ville de Bangui (voire celles des provinces) et pour l'accompagnement des filles libres qui seront formées afin de les aider à leur création d'emploi.

Pour plus d'informations : Mme Dorothée Malénpaza, (236) 75 50 63 29, dmalenzapa@yahoo.fr

13 aout : Lancement du programme DDR à Paoua

Le Ministre d'Etat en charge de la communication et de la réconciliation nationale, M. Cyriaque Gonda a annoncé lors de sa rencontre avec la presse le lundi 10 aout que le Président de la République, M. François Bozizé procédera au lancement de la première phase de la campagne d'information et de sensibilisation des ex-combattants sur le programme de *Désarmement Démobilisation et Réinsertion* (DDR, une des recommandations du Dialogue Politique Inclusif de Décembre 2008) à Paoua dans le Nord-ouest du pays. Ce lancement a été fait à l'occasion de la célébration du 49^{ème} anniversaire de la proclamation de l'indépendance le 13 aout.

Toujours selon le Ministre, cette campagne concerne les préfectures de l'Ouham, l'Ouham-Pendé, la Vakaga, la haute Kotto et la Nana-Gribizi. Il a indiqué que la campagne se déroulera du 13 aout au 13 septembre 2009 et sera suivi de la 2^{ème} phase qui est l'identification des ex-rebelles.

Humanitaires

La jeunesse, groupe cible pour les projets

La "jeunesse comme groupe cible des projets de protection et d'assistance", tel est le thème de la mission d'évaluation présentée à la communauté humanitaire par le Norwegian Refugee Council (NRC) le jeudi 6 aout.

Cette mission réalisée dans la préfecture de l'Ouham et de Nana-Gribizi (zone de Kaga-Bandoro, Batangafo, Kabo et Moyenne Sido) a pour but de cibler la situation de protection des jeunes scolarisés et ceux non scolarisés.

Il ressort de cette analyse que les jeunes de 15-25 ans (filles et garçons) sont les principales victimes des violations de leurs droits entre autres, violence physique, traitement inhumain et dégradant, discrimination, violences sexuelles.

Des recommandations faites, il y a la prise en compte de ces jeunes adultes comme groupe cible dans les nouveaux projets d'assistance, de protection et de relèvement car ils sont les principaux auteurs de ces violations en tant que membres de groupes armés mais demeurent la force de reconstruction du pays de par leur rôle dans la résolution du conflit et la consolidation de la paix.

Pour plus d'informations : Séverine Moisy, NRC, (236) 75 76 35 08, paa@car.nrc.no

Evaluation des besoins pour les soins néonataux

Dans le cadre du projet de "*Renforcement des Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgences* (SONU)", une mission conjointe *Fonds des Nations Unies pour la Population* (UNFPA) et le Ministère de la Santé publique a eu lieu du 26 au 31 juillet dans les localités de Bossangoa, Bouca et Bozoum situées dans les préfectures de l'Ouham et l'Ouham-Pendé.

Les objectifs principaux de cette mission étaient l'évaluation des besoins en vue de renforcer les capacités du personnel et du plateau technique pour une offre de service adéquate.

A Bossangoa, il a été constaté que la maternité est tenue par une Sage Femme, la salle d'accouchement manque d'équipement et de matériels, la salle de suite de couche et le bloc opératoire non seulement ne répondent pas aux normes mais sont très éloignés de la salle d'accouchement.

A Bouca, il a été constaté que le Centre de Santé est tenu par un médecin généraliste et la maternité par une matrone accoucheuse. Le bloc opératoire dispose des équipements de base mais la césarienne est réalisée par un secouriste.

A Bozoum, la maternité est tenue par une sage femme et les lits manquent de matelas. La salle d'accouchement dispose de matériels de base mais le bloc opératoire est en état de dégradation avancée.

Les constats faits (l'insuffisance en personnel qualifié, le manque de matériel et la répartition non rationnelle du personnel médical qualifié) seront pris en compte dans le cadre du projet SONU.

Lors de cette mission, il y avait aussi la supervision des activités des formations sanitaires (FOSA) et la dotation de ces FOSA en produits SR (santé de reproduction) pour les premiers soins obstétricaux et néonataux d'urgence dans le cadre de l'accélération de la réduction de la mortalité maternelle et néonatale dans les zones affectées par les conflits.

Pour plus d'informations : Mamadou Barry, UNFPA, (236) 75 70 13 93, mbarry@unfpa.org

Pour toutes informations, veuillez contacter: **UN OCHA RCA | Boris Ngouagouni, ngouagouni@un.org+236 70.18.80.61**